

LA SECONDE ETAPE : LA DEVALUATION ET LA CRISE GOUVERNEMENTALE

Nous avons montré les raisons économiques générales, qui ont amené la dévaluation. Il faut attirer l'attention sur le fait qu'elle s'accompagne en France d'un raidissement politique de la bourgeoisie, d'une tentative marquée de faire un pas à droite. La crise ministérielle qui l'a suivie en est l'expression.

Depuis les vacances de l'été 1949, la presse bourgeoise enregistra avec satisfaction les succès obtenus dans la lutte des classes : échec de plusieurs grèves importantes (Wagons-lits, midinettes, Port-de Bouc..) échec, malgré certains succès locaux, de la revendication de la prime de vacances de : 5.000 Frs, réussite des licenciements massifs dans l'aviation, de plus, alors que durant la période précédente les vacances se manifestaient des symptômes de préparation à la lutte dans la classe ouvrière, la rentrée fut socialement calme, contrairement aux années précédentes.

La bourgeoisie en tire la conclusion qu'elle peut développer son offensive. Georges Villiers, Président de la Confédération nationale du patronat français dit ouvertement ce qu'il veut voir appliquer par le gouvernement : diminution des frais de la Sécurité Sociale, amélioration de la productivité, maintien du blocage des salaires, discussion des conventions collectives avec des représentants ouvriers "raisonnables", en même temps que la réorganisation des usines nationalisées au profit du grand capital, pas d'augmentation d'impôts pour les grandes sociétés, politique de crédit les favorisant et prudence dans la libération de la concurrence internationale.

Ce programme économique s'accompagne d'une campagne pour la réforme de la loi électorale et pour la dissolution du parlement.

Ce pas avait pour but de diminuer la représentation stalinienne et d'établir une majorité parlementaire qui pourrait se passer des sociaux-démocrates, dès que le rapport de force dans le pays serait jugé suffisamment favorable par la bourgeoisie.

Le rythme de la mise en application de ce plan dépend de facteurs politiques et sociaux et ne peut être prévu à coup sûr. L'important, c'est que la bourgeoisie se sent déjà assez sûre d'elle pour le formuler clairement, d'une façon de plus en plus large et en définissant la tactique générale pour le réaliser alors que, quelques mois auparavant, elle ne faisait que l'esquisser et calmait ses réalisateurs trop impatients.

L'évolution est notable et son sens est évident. La bourgeoisie pourra-t-elle la poursuivre jusqu'au bout ou non ? Seule la lutte vivante de la classe ouvrière répondra à cette question.

CONCLUSION

La situation économique et politique analysée jusqu'ici peut se résumer dans le bilan suivant :

- 1°) La situation économique de la bourgeoisie reste mauvaise malgré des succès incontestables.
 - a) L'économie française a fonctionné grâce aux dépenses d'Etat, à l'aide américaine et à l'exploitation des masses, permise par les trahisons sociales-démocrates et staliniennes.
 - b) le plan Marshall n'a pu ni rétablir un courant d'échange normal entre les pays en général, ni en particulier pour la France élever son potentiel, afin de lui permettre de lutter sérieusement dans la concurrence internationale.
 - c) la crise qui se développe en impulsant la concurrence internationale, va